



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Finance

• (Page 08)

Décès du célèbre escroc Bernard Madoff

Le financier, à l'origine d'un gigantesque système d'escroquerie ayant fait des milliers ...

France

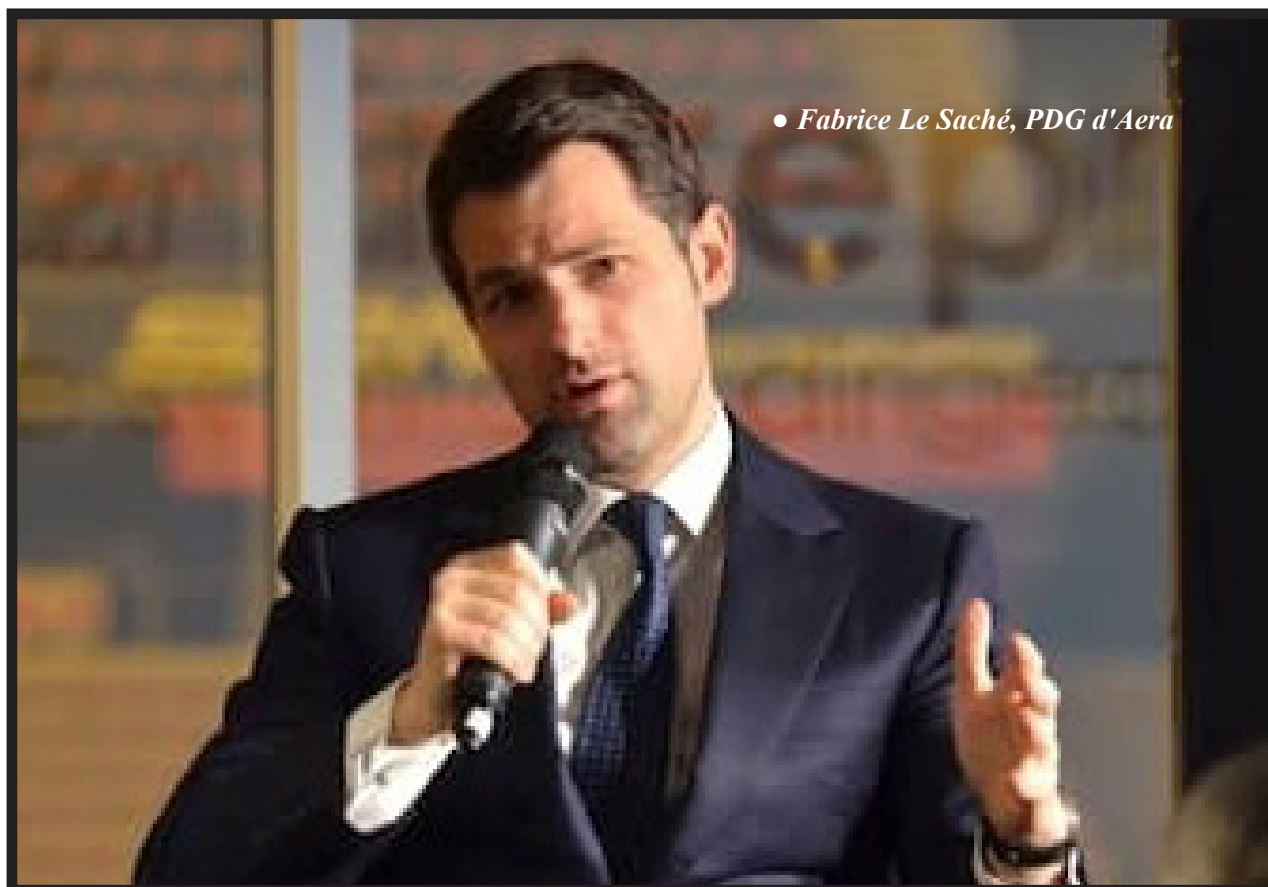
Un vaste réseau de contrebande de cigarettes démantelé

Le volume de ces cigarettes vendues en France est estimé à plus de 25,5 tonnes pour une valeur sur le marché ... • (Page 08)

Finance verte en Afrique de l'Ouest

• (Page 04)

Le Togo, pôle financier majeur



• Fabrice Le Saché, PDG d'Aera

Justice au Togo

Le montant des « Petits litiges » fixé à 500.000 FCFA en capital

Dans le cadre de la poursuite de la modernisation de l'outil judiciaire pour le rendre plus ... • (Page 05)

Emploi des jeunes

Victoire Tomégah-Dogbé préside la session inaugurale du HCEJ

Le premier ministre Victoire Tomégah-Dogbé a présidé ce 13 avril 2021 à Lomé, en présence des membres du gouvernement et des ... • (Page 04)

Port de pêche de Lomé

Inauguration d'un nouveau marché aux poissons

La Cheffe du gouvernement togolais, Victoire Tomégah-Dogbé a procédé à l'inauguration du marché aux ... • (Page 02)

Droit des Affaires

4ème édition du concours PME-OHADA

L'organisation pour l'Harmonisation en Afrique du droit des Affaires (OHADA), lance pour le ... • (Page 11)

Commission de l'UEMOA

• (Page 03)

Le Sénégalais Abdoulaye Diop, nouveau président



SUNU Bank
WhatsApp Banking

Votre simulation de crédit instantanément

+228 93 33 64 62



SUNUBankTG



Port de pêche de Lomé

Inauguration d'un nouveau marché aux poissons

La Cheffe du gouvernement togolais, Victoire Tomégah-Dogbé a procédé à l'inauguration du marché aux poissons ce vendredi 09 Avril 2021.



● Bernard AFAWOUBO

Au Togo, le secteur de la pêche contribue à 4,5% du PIB, c'est également un secteur pourvoyeur d'emploi. Ce secteur qui emploie plus de 22 000 acteurs fournit annuellement environ 25 000 tonnes de poissons. En vue d'aider les commerçantes à réduire les pertes de poissons jusqu'à 90% et de mener leur activité dans les normes internationales, la Cheffe du gouvernement togolais Victoire Tomégah-Dogbé a procédé à l'inauguration du marché aux poissons en fin de semaine dernière. Situé dans les locaux du Port de pêche de Lomé, ce complexe se compose du marché moderne aux poissons, cinq magasins, quatre-vingts boxes de mareyeuses, un vestiaire, une infirmerie et des sanitaires ainsi qu'un lot de 1600 gilets de sauvetage aux pêcheurs. A en croire les autorités, ce nouveau marché « va permettre à plus de cinq milles femmes de mener leur commerce dans les normes internationales et réduire les pertes de poissons jusqu'à 90% ». Aussi, ces

infrastructures permettront aux femmes commerçantes et mareyeuses de disposer de moyens nécessaires et de travailler dans un environnement sain et adéquat pour une rentabilité optimale de leurs activités. L'amélioration du climat des affaires se poursuit dans le pays, ainsi la construction de ces infrastructures intervient deux ans après l'inauguration du nouveau port de pêche de Lomé par le chef de l'état. Au cours de cette cérémonie d'inauguration, le Premier ministre togolais a relevé l'importance de la pêche dans le développement du pays et a invité les mareyeuses et pêcheurs à prendre soin de ces infrastructures qui ont été mises à leur disposition par le président de la République. Par ailleurs, elle a convié les bénéficiaires à être solidaires, à respecter les mesures barrières contre le coronavirus et à se faire vacciner. Doté d'une capacité de 300 pirogues, ce nouvel équipement devrait pallier la réduction de 30% du bassin de l'ancien Port de pêche, ainsi que de l'espace réservé au stationnement des piro-

gues, à cause des travaux de renforcement des capacités du port de Lomé. Pour le ministre en charge de la pêche, Edem Kokou Tengué, le secteur de la pêche et de l'aquaculture contribue à la sécurité alimentaire essentiellement à travers la fourniture de protéines halieutiques hautement nutritives. « Le secteur de la pêche est un grand pourvoyeur d'emplois, participant ainsi à la lutte contre la pauvreté », a indiqué Edem Kokou Tengué, Ministre en charge de la pêche. Et d'ajouter « Avec ce nouveau port de pêche, 8 000 emplois vont être consolidés dont 3 500 transformatrices de poissons, 1 500 mareyeuses et 3 000 pêcheurs. 5 000 nouveaux emplois directs et indirects sont attendus. Ces emplois concernent entre autres, la réparation des moteurs hors bords et des filets, le traitement de produits halieutiques, la fabrication et vente de glace, la vente de matériel de pêches et l'entretien des installations ».

AUX DECIDEURS ...
Les limites de l'argent liquide

Il existe de nombreuses preuves que les transferts monétaires ont des effets positifs sur les personnes vivant dans la pauvreté, du moins en moyenne. Par exemple, un examen récent de 165 études a révélé que l'aide en espèces, a tendance à augmenter les dépenses en nourriture et autres biens, tout en améliorant également les résultats en matière d'éducation et de santé. Les auteurs ont en outre trouvé peu ou pas de preuves de conséquences involontaires, telles que les personnes travaillant moins parce qu'elles avaient des revenus hors travail plus élevés.

De même, une étude récemment publiée sur l'expérience de revenu de base de Stockton, qui a donné aux résidents sélectionnés au hasard 500 \$ par mois pendant deux ans, a révélé que les paiements en espèces stabilisaient les revenus des bénéficiaires, les aidaient à obtenir plus d'emplois à temps plein et réduisaient la dépression et l'anxiété.

Mais cela ne signifie pas que l'argent liquide est la meilleure stratégie pour lutter contre la pauvreté. Il est souvent difficile d'identifier les personnes qui sont réellement pauvres et qui ont besoin de l'argent pour qu'une aide en espèces puisse être fournie aux bonnes personnes. Une étude récente a examiné les données de neuf pays d'Afrique subsaharienne pour évaluer la performance d'une méthode commune utilisée par les programmes de lutte contre la pauvreté pour cibler les pauvres. Elle a révélé qu'environ la moitié des ménages sélectionnés par la méthode n'étaient pas pauvres, tandis que la moitié des ménages qui étaient réellement pauvres n'étaient pas sélectionnés.

Ce problème de ciblage n'est pas propre aux pays en développement. Par exemple, l'expérience de Stockton a limité l'admissibilité aux personnes vivant dans des quartiers dont le revenu médian est inférieur à la médiane de la ville, ce qui signifie que les personnes plus aisées de ces quartiers étaient éligibles. En outre, les ménages éligibles ont été informés par courrier physique de s'inscrire en ligne, ce qui implique que le programme excluait les sans-abri et les personnes moins technophiles.

Un autre problème est directement lié à la définition de la pauvreté, qui est plus précisément définie comme un manque de bien-être plutôt que comme un manque de revenus. En bref, donner de l'argent n'améliore pas directement le bien-être de quelqu'un; c'est plutôt un outil qui peut être utilisé pour acheter des choses - comme de la nourriture et un abri - qui contribuent directement au bien-être.

Même si les pauvres peuvent être identifiés avec succès, certaines personnes peuvent ne pas recevoir les prestations typiques ou moyennes en raison de problèmes pour convertir les espèces en améliorations de leur bien-être.

Par exemple, les gens peuvent avoir des problèmes de santé mentale ou physique, ou ils peuvent être affectés par les façons subtiles dont la pauvreté elle-même compromet la prise de décision économique. De même, dans certains cas, l'argent liquide peut ne pas faire beaucoup de bien parce que certaines des choses qui contribuent à l'amélioration du bien-être - comme les soins de santé ou la scolarisation - peuvent être inaccessibles ou de mauvaise qualité. En termes simples, l'argent liquide ne peut pas tout acheter.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smiig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Commission de l'UEMOA

Le Sénégalais Abdoulaye Diop, nouveau président

La présidence de la Commission de l'UEMOA (Union économique et monétaire ouest africaine) revient au Sénégal. Abdoulaye Diop est nommé Président de la Commission de l'UEMOA en remplacement du Nigérien, Abdallah Boureima.

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE

**COMMUNIQUE DE PRESSE**

- 1- Lors de sa 22^e session ordinaire tenue par visioconférence le 25 mars 2021, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA a pris acte de l'expiration des mandats du Président et des membres de la Commission de l'UEMOA à compter du 08 mai 2021.
- 2- La Conférence a aussi décidé de confier la Présidence de la Commission de l'UEMOA au candidat proposé par la République du Sénégal et a instruit que la nomination des membres de la Commission, sur proposition des Chefs d'Etat et de Gouvernement, intervienne au plus tard le 1^{er} mai 2021.
- 3- En exécution de cette diligence, deux Actes additionnels portant respectivement nomination des membres de la Commission de l'UEMOA et du Président de la Commission ont été signés ce jour 14 avril 2021 par Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, Président du Faso, Président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union.

4- Au titre du premier Acte, sont nommés membres de la Commission de l'UEMOA :

- Monsieur Jonas GBIAN, au titre de la République du Bénin,
- Monsieur Filiga Michel SAWADOGO, au titre du Burkina Faso,
- Monsieur Paul Koffi KOFFI, au titre de la République de Côte d'Ivoire,
- Monsieur Mamadou Serifo JAQUITE, au titre de la République de Guinée-Bissau,
- Monsieur Lassine BOUARE, au titre de la République du Mali,
- Monsieur Mahamadou GADO, au titre de la République du Niger,
- Monsieur Abdoulaye DIOP, au titre de la République du Sénégal,
- Monsieur Kako NUBUKPO, au titre de la République Togolaise.

5- Au titre du second Acte, Monsieur Abdoulaye DIOP est nommé Président de la Commission de l'UEMOA.

Fait à Ouagadougou, le 14 avril 2021

Le Président
de la Commission de l'UEMOA

Abdallah BOUREIMA

2

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hab : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Emploi des jeunes

Victoire Tomégah-Dogbé préside la session inaugurale du HCEJ

Le premier ministre Victoire Tomégah-Dogbé a présidé ce 13 avril 2021 à Lomé, en présence des membres du gouvernement et des représentants de chancelleries, la première session du Haut conseil pour l'emploi des jeunes, placée sous le thème « Entreprises jeunes du 21ème siècle dans les tourbillons de la covid-19 ».



● Eyram AKAKPO

Le gouvernement à travers le Haut conseil pour l'emploi des jeunes (HCEJ) a voulu amplifier la mobilisation pour l'emploi et contre le chômage des jeunes. Une traduction de la volonté et la détermination du Togo à imprimer un nouvel élan à sa stratégie de promotion de l'emploi. « La question de la lutte contre le chômage et le sous-emploi des jeunes a toujours été une préoccupation majeure dans notre pays. Face à cette situation, le gouvernement a initié et mis en œuvre divers programmes qui visent essentiellement trois objectifs : le renforcement de l'employabilité des jeunes, l'autonomisation économique des jeunes et le renforcement de leurs capacités entrepreneuriales », a déclaré le Premier ministre Victoire Tomégah-Dogbé. Allant dans le même sens, la ministre du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes, Myriam Dossou, a indiqué que la « la ques-

tion de l'emploi des jeunes est une question impérieuse pour un pays comme le Togo et le gouvernement a déclaré la guerre au chômage et au sous-emploi depuis plusieurs années à travers différents mécanismes et structures mis en place ». Au rang de ces structures mis en places par le gouvernement, on trouve entre autres, le Programme d'appui à l'employabilité et à l'insertion des jeunes dans les secteurs porteurs (PAEIJ-SP), le Fond d'appui aux initiatives économiques des jeunes (FAIEJ), le Mécanisme incitatif de financement agricole (MIFA) et bien d'autres. Pour Victoire Tomégah-Dogbé, ces diverses actions du gouvernement ont permis d'obtenir de bons résultats et le Togo présente aujourd'hui l'un des plus faibles taux de chômage dans la sous-région. « De 6,5% en 2011, il est passé à 3,9% en 2018 dans la population globale et de 8,1% à 6,8% dans la population jeune », a rappelé la cheffe du gouvernement. Cette session

inaugurale qui se veut aussi un cadre d'échange et de partage d'expérience entre les acteurs multisectoriels intervenant dans la promotion de l'emploi des jeunes a vu le lancement des travaux des pôles thématiques et de la plateforme « Leleng », une application mobile téléchargeable et d'un site internet www.jeunes.gouv.tg, dédié aux jeunes. Créé en août 2016, le Haut conseil pour l'emploi des jeunes a pour mission de veiller au respect des orientations générales de l'Etat en matière d'emploi des jeunes, d'apprécier les stratégies proposées par le secrétariat permanent de la coalition, d'étudier et proposer à l'endroit du gouvernement et des partenaires des orientations nécessaires et des cibles nouvelles en vue d'assurer une meilleure efficacité de la coalition et d'approuver le rapport de sélection des partenaires stratégiques et les programmes d'activités.

Finance verte en Afrique de l'Ouest

Le Togo, pôle financier majeur

Le premier responsable de l'entreprise française Aera Group, Fabrice Le Saché a présenté au président togolais, Faure Gnassingbé il y a quelques jours, leurs projets de s'implanter en Afrique de l'Ouest, particulièrement dans le segment de la finance verte.

● Bernard AFAWOUBO

Spécialisée dans les certificats environnementaux, l'entreprise française Aera Group veut mieux s'implanter en Afrique de l'Ouest, particulièrement dans le segment de la finance verte, c'est la raison qui sous-tend la présentation des projets du Group par le premier responsable de ladite entreprise, Fabrice Le Saché au Chef de l'Etat togolais Faure Gnassingbé. Cette rencontre a été une occasion pour le président d'Aera Group et le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé de discuter du potentiel du financement climatique dans la région. Il ressort que Lomé, la capitale togolaise peut être un pôle financier majeur en Afrique de l'Ouest pour le commerce environnemental. « Lomé est une place financière importante qui a un rôle majeur à jouer dans le développement de la finance climat dans la sous-région » a indiqué Fabrice Le Saché président d'Aera Group, vice-président et porte-parole du Medef. En attendant, plusieurs contrats sont en cours de signature avec le pays, pour l'achat de certificats environnementaux issus de projets d'énergies renouvelables, entre autres, informe le groupe basé à Paris. Pour



rappel, le groupe Aera group a cédé il y a quelques jours 35% de ses parts à Arise IS qui opère sur la plateforme industrielle d'Adetikopé.

À propos d'Aera Group

L'action climatique a besoin de liquidités. En tant que plus grand négociant indépendant de certificats environnementaux en Afrique, nous générons des revenus pour des projets climatiques à travers le continent. Aera a été fondée en 2015 en tant que pur créateur et négociant de certificats de réduction des émissions de CO2 (également appelés crédits carbone). Dès le début, nous nous sommes différenciés en offrant une approche commerciale étendue aidant les développeurs de projets avec des services de soutien à la certification carbone en interne et sur le

terrain. Notre équipe de certification dédiée s'assure que les volumes sont optimisés pour refléter au mieux la performance environnementale de chaque projet et que les livraisons sont effectuées à temps. La combinaison de nos compétences en ingénierie et de notre expertise commerciale garantit un flux de revenus régulier pour les développeurs de projets et une sécurité d'approvisionnement à long terme pour les acheteurs. En 2021, les fondateurs d'Aera ont vendu une participation de 35% de la société sur la base d'une valorisation de 28,5 M € à ARISE IS, une JV formée par le groupe agro-industriel singapourien OLAM (30 milliards de dollars de chiffre d'affaires annuel) et l'African Finance Corporation (8,4 milliards de dollars investis dans 30 pays africains).



● Le premier responsable de l'entreprise française Aera Group, Fabrice Le Saché

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Srnig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Justice au Togo

Le montant des « Petits litiges » fixé à 500.000 FCFA en capital

Dans le cadre de la poursuite de la modernisation de l'outil judiciaire pour le rendre plus performant et améliorer le climat des affaires, le Conseil des ministres présidé par le Chef de l'Etat SEM Faure Essozimna Gnassingbé ce mercredi 14 avril 2021 a adopté l'avant-projet de loi portant code de procédure civile qui introduit plusieurs innovations notamment la fixation du montant des « petits litiges » en matière civile à une valeur maximale de 500.000 en capital ou 50.000 FCFA en revenu annuel.

COMMUNIQUE SANCTIONNANT LE CONSEIL DES MINISTRES

1. Le Conseil des Ministres s'est réuni ce jour sous la Présidence de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, Président de la République.
2. Le Conseil a examiné deux (2) avant-projets de loi, deux (2) projets de décret et écouté cinq (05) communications.

I. AU TITRE DES AVANT-PROJETS DE LOI,

3. Le Conseil a adopté l'avant-projet de loi portant code de procédure civile.
4. Ce projet s'inscrit dans le cadre de la poursuite de la modernisation de l'outil judiciaire pour le rendre plus performant et améliorer le climat des affaires.
5. Il introduit plusieurs innovations notamment la fixation du montant des « petits litiges » en matière civile à une valeur maximale de 500.000 en capital ou 50.000 FCFA en revenu annuel.
6. Par ailleurs, il instaure la possibilité pour les parties en procès de s'interroger entre elles ou d'interroger les témoins.
7. Enfin, il met en place une meilleure protection des actionnaires minoritaires en procès contre leur société.
8. Ce projet permettra de retirer du code de procédure civile, toutes les autres dispositions déjà prises en compte par d'autres textes de loi spéciaux.
9. Le Conseil a adopté en deuxième lecture l'avant-projet de loi organique portant statut des magistrats de la cour des comptes et des cours régionales des comptes.
10. Cet avant-projet vise à renforcer l'excellence et le professionnalisme des magistrats en prévoyant une évaluation annuelle, permettant ainsi de se conformer aux meilleurs standards en la matière.

II. AU TITRE DES PROJETS DE DÉCRET

11. Le Conseil a adopté un projet de décret fixant l'organisation et le fonctionnement des services du médiateur de la République.
12. Ce projet de décret vise à compléter l'organisation administrative des services du médiateur de la République.
13. Il lui permet de jouer pleinement et efficacement son double rôle de médiation entre l'administration et les usagers et de dépositaire des déclarations de biens et avoirs.
14. Le Conseil a ensuite adopté le projet de décret fixant les taux de répartition des recettes fiscales et des recettes de prestations de services entre les communes, les Districts autonomes, le Fonds d'appui aux collectivités territoriales et l'Agence nationale d'assainissement et de salubrité publique.
15. Pour apporter une solution aux difficultés en matière d'assainissement, ce décret vise à organiser la répartition des recettes pour le financement du transport des ordures ménagères vers le centre d'enfouissement technique d'Aképe pour la zone du Grand Lomé et vers les décharges finales respectives pour les autres régions.

III. AU TITRE DES COMMUNICATIONS,

16. Le Conseil a écouté une première communication relative à l'adoption de la stratégie de la promotion de la consommation locale et son plan d'actions opérationnel présentée par le ministre du commerce, de l'industrie et de la consommation locale.
17. Dans le but de faire la promotion du savoir-faire togolais et d'encourager la population à consommer les biens et services produits dans le pays, une stratégie nationale a été élaborée.
18. Elle a pour objectif général de stimuler une production nationale de biens et services diversifiés et compétitifs et de faciliter l'accès aux marchés local et international.
19. Elle sera soumise prochainement au Gouvernement pour son approbation.
20. Le Conseil a ensuite écouté une communication relative à l'entretien et à la maintenance des bâtiments publics présentée par le ministre des travaux publics.
21. Elle a pour objet de faire le point sur la stratégie mise en place pour l'entretien et la maintenance des bâtiments publics, en l'occurrence les bâtiments administratifs, les hôpitaux publics et les établissements de grande envergure.
22. Suite à cette communication, le Conseil a instruit pour un approfondissement de l'état des lieux des bâtiments publics afin d'affiner la stratégie qui sera mise en oeuvre.
23. Le Conseil a écouté une dernière communication relative à l'évolution de la pandémie à la Covid-19 dans notre pays et notamment sur la campagne de vaccination en cours.

IV. Au titre des divers,

24. Le Conseil a écouté un compte rendu relatif à la visite officielle que le Président de la République a effectué en France du 07 au 09 avril 2021.
25. Cette visite a eu pour temps fort l'entretien entre les deux Chefs d'Etat au cours duquel ils se sont réjouis des liens historiques d'amitié et de coopération de grande qualité qui existent entre la France et le Togo.
26. Ils ont réaffirmé leur volonté de hisser les relations bilatérales à une échelle plus élevée, à travers un partenariat renforcé et plus ambitieux.
27. Une convergence d'analyse et de vue a été constatée entre les deux Chefs d'Etat concernant la situation sécuritaire notamment la recrudescence des menaces djihadistes et des attaques des groupes armés dans la région du sahel.
28. Le Président de la République française s'est réjoui du rôle du Togo dans les efforts de paix et de sécurité dans la sous-région ouest africaine et a félicité le travail accompli par le contingent togolais au sein de la Minusma.
29. Il a par ailleurs salué l'attractivité du Togo en matière de climat des affaires.
30. Le Chef de l'Etat a également eu un entretien avec le Président du Sénat français qui a salué la décentralisation en cours au Togo avec la perspective des élections régionales et de la mise en place d'un sénat.
31. Il a marqué sa disponibilité ainsi que celle de son institution pour un partage d'expérience à la convenance des autorités togolaises.
32. Sur le plan économique, des échanges ont eu lieu avec un nombre varié d'opérateurs français notamment le Directeur général de l'AFD, les dirigeants du Mouvement des Entreprises de France (MEDEF), le président du Conseil français des investisseurs en Afrique (CIAN), le président du Groupe SOGEA-SATOM ainsi qu'avec des dirigeants de banques et fonds d'investissement, dont entre autres, la Banque Publique d'investissement (BPI), le Fonds STOA, etc.
33. Le dispositif « talents en commun » a fait l'objet d'une signature entre les gouvernements français et togolais.
34. Ces échanges ont permis de conclure quatre (4), notamment un protocole financier entre les deux pays, deux conventions dans le domaine de l'énergie pour un montant total de plus de 80 millions d'euros et une déclaration d'intention entre les deux gouvernements, relative à la convergence énergie digitale au Togo.
35. Mme le Premier ministre a félicité, au nom du Gouvernement, le Chef de l'Etat, pour cette visite réussie qui fait la fierté de l'ensemble des togolais.
36. Elle a encouragé les membres du Gouvernement à se mobiliser pour le suivi afin de poursuivre la concrétisation des actions engagées lors de ce voyage officiel.

Fait à Lomé, le 14 avril 2021

Le Conseil des Ministres



Afrique

La bijouterie a de beaux jours devant elle

L'avenir du marché de la bijouterie en Afrique repose sur des consommateurs socialement conscients, des experts du secteur et des designers racontent le webinaire de Fashionomics Africa, une initiative de la Banque africaine de développement (BAD)



● Nicole ESSO

L'avenir de l'industrie de la bijouterie en Afrique réside dans un bling fabriqué de manière éthique et responsable qui séduit les consommateurs socialement conscients, ont déclaré des experts du secteur lors du dernier webinaire de Fashionomics Africa sur le potentiel de fabrication de bijoux du continent. Le webinaire a réuni des experts de l'or et des pierres précieuses et de grands créateurs de bijoux tels que Boitshoko Kebakile, un bijoutier botswanais vedette de Vogue, et la gemmologue certifiée Amina Egwuatu, qui a été présentée dans le Financial Times et des publications de l'industrie pour sa vaste expérience dans le domaine des pierres précieuses. «Ce qu'il est le plus facile de traduire et de raconter notre histoire au monde, c'est notre culture et notre patrimoine», a déclaré Kebakile aux participants au webinaire du 31 mars. « Les consommateurs sont de plus en plus conscients de la société dans leurs achats. Ils veulent être associés à la marque et à son histoire - et ont l'impression de posséder plus qu'un simple bijou », a ajouté Egwuatu. L'objectif de

la session était de mettre en évidence le potentiel du segment socialement conscient de l'industrie de la mode, qui, selon le site Statista (le lien est externe), devrait atteindre une valeur mondiale d'environ 290 milliards de dollars d'ici 2025. Il existe peu de données sur le marché de la bijouterie en Afrique, ont déclaré les panélistes, mais les perspectives sont prometteuses, avec une abondance de bijoutiers tournés vers l'avenir, durables et raffinés célébrant l'expérience africaine. La coordinatrice de Fashionomics Afrique, Emanuela Gregorio, a déclaré que le continent était souvent perçu à tort comme une simple source de pierres et de métaux précieux, mais qu'il abrite en fait un éventail de designers et d'artisans qualifiés. « L'Afrique n'est pas seulement une source de matières premières qui sont envoyées en Asie pour un traitement ultérieur. Il est nécessaire d'investir dans des activités en aval comme la fabrication de bijoux en se concentrant sur des pratiques de production durables et en développant un contenu local », a-t-elle déclaré. "Il existe un créneau pour la bijouterie éthique et responsable en

Afrique, un créneau qui créera de la croissance vers la bijouterie grand public. Si nous nous préparons à combler ce créneau, c'est le meilleur pari pour l'avenir", a déclaré Felix Hruschka, économiste des minéraux avec plus de 35 ans d'expérience dans le secteur. La Banque africaine de développement investit dans des secteurs à forte croissance qui ont le potentiel de créer 25 millions d'emplois et de promouvoir l'autonomisation économique des femmes au cours de la prochaine décennie. Pour y parvenir, la Banque mène une étude qui vise à stimuler l'investissement dans la chaîne de valeur de la fabrication de bijoux sur le continent africain. L'étude vise à mieux comprendre la contribution de l'industrie de la fabrication de bijoux et son potentiel de création d'emplois pour les femmes et les jeunes en Sierra Leone, au Zimbabwe, en Guinée et au Mozambique. L'initiative Fashionomics Africa (le lien est externe) de la Banque met en valeur les chaînes de valeur africaines du textile, de l'habillement et des accessoires. Dans ce contexte, la Banque a lancé en 2019 la plateforme numérique Fashionomics.

Régulation télécoms

Les USA et l'Afrique du Sud signe un accord de collaboration

Malgré des points de vue totalement opposés sur Huawei, les régulateurs télécoms américain et sud-africain ont décidé d'apprendre l'un de l'autre. Les deux organes expriment ainsi l'importance qu'ils accordent au développement de leur marché télécoms respectif, où la 5G est déjà accessible aux consommateurs.

L'Autorité indépendante des communications d'Afrique du Sud (ICASA) et la Federal Communications Commission (FCC) des Etats-Unis ont signé virtuellement un protocole d'accord le jeudi 8 avril. Non contraignant, il porte sur l'échange d'idées dans le domaine de la réglementation et de la politique des télécommunications. Selon Keabetswe Modimoeng (photo) le président de l'ICASA, « il s'agit d'une collaboration capitale qui illustre la confiance que nos

homologues mondiaux ont dans l'ICASA. Cette collaboration place l'Autorité sur des bases solides pour mettre en œuvre les meilleures pratiques internationales, des approches réglementaires de pointe et valider davantage la position de l'Afrique du Sud dans l'arène mondiale des TIC ». La signature du protocole d'accord entre l'ICASA et la FCC intervient dans un contexte toujours marqué par les tentatives américaines de liguer les marchés télécoms d'Europe, d'Afrique et même d'Asie contre Huawei.

L'Afrique du Sud a toujours assumé ouvertement sa confiance dans la société technologique chinoise. L'ICASA a souligné que les deux régulateurs ont convenu de mettre en œuvre un programme d'échange d'informations et de coopération technique dans le domaine des télécommunications et des services et installations connexes, conformément à leurs lois, réglementations et obligations nationales et internationales respectives, et dans le cadre de leurs budget annuel et mandat.

Avec Agence Ecofin

Jeunes talents

Attijariwafa bank lance une version panafricaine de « Attijari City »

Après le succès des précédentes éditions, le groupe Attijariwafa bank a donné un nouvel élan à son Business Game « Attijari City » en lançant une version à tonalité panafricaine. Cette édition a été organisée par le groupe Attijariwafa bank du 5 au 9 Avril 2021.

Les jeunes talents ont été amenés à incarner le rôle de dirigeants d'entreprises agissant dans le secteur du Bâtiment et ont travaillé en équipe afin de prendre des décisions communes et stratégiques et formuler des réponses adéquates aux problématiques proposées à savoir l'accompagnement d'investisseurs dans la réalisation de leurs projets immobiliers. Chaque équipe a été dotée d'un capital de départ à hauteur de 5 000 000 « Attijari Coins », monnaie créée pour le jeu, les jeunes ont œuvré tout au long de la compétition pour développer leurs activités et garantir la pérennité de leur entreprise. Cet événement qui a mobilisé un large panel d'étudiants à l'échelle continentale, a pour objectif de créer une forte dynamique constructive, fondée sur la diversité comme une réelle richesse, avec la participation de 12 écoles supérieures issues de 4 pays à savoir : Cameroun : ESCG / ESSEC Douala / UCAC, Sénégal : Sup de Co Dakar / ISM Sénégal / BEM Dakar, Maroc : Université Hassan II / Université Euromed de Fès / Université Polytechnique de Benguerir, Côte d'Ivoire :



EPCCI Côte d'Ivoire / ESATIC / AGITEL Côte d'Ivoire. Ainsi dans cette édition, Les étudiants d'AGITEL Côte d'Ivoire, se sont hissés au sommet du podium, suivis de près par l'équipe de l'UCAC – ICAM Cameroun. La troisième place est revenue à l'équipe de l'ESCG Cameroun. La version panafricaine du Business Game « Attijari City » a permis aux étudiants de vivre une expérience riche en apprentissage, favorisant l'esprit d'équipe, la création de synergies et l'esprit de partage. En effet, Le Gaming de façon générale, incarne une nouvelle génération d'outils d'apprentissage avec un nouveau format pédagogique qui permet l'acquisition de compétences par la pratique. « Attijari City » s'inscrit pleinement dans cette logique en invitant les

étudiants à mettre en œuvre de manière concrète des mécanismes financiers et des concepts bancaires à travers une immersion dans le monde de l'entreprise. À travers le lancement de cette version panafricaine du Business Game, le groupe Attijariwafa bank réaffirme son ambition de participer activement à l'émergence des talents africains en instaurant une réelle dynamique à l'échelle internationale et continentale renforcer sa collaboration avec ses partenaires académiques à l'échelle continentale et en accompagnant les jeunes étudiants à travers des initiatives destinées à leur permettre d'acquérir de nouvelles compétences, et également de renforcer sa collaboration avec ses partenaires académiques à l'échelle continentale.

Avec financialafrik.com

Côte d'Ivoire

La France soutient la gestion des ressources en eau dans le Bélier

Le changement climatique menace de plus en plus la sécurité hydrique de la Côte d'Ivoire. Dans la région du Bélier par exemple, cette situation la pression sur les ressources en eaux, causant la sécheresse et les inondations. La région Auvergne-Rhône-Alpes veut accompagner la gestion durable et intégrée des ressources en eau dans la région du Bélier à travers la construction de trois stations à télémétrie.

Mieux connaître le fonctionnement de son réseau hydrologique». Ce sera bientôt possible dans la région du Bélier en Côte d'Ivoire. L'organisation non gouvernementale (ONG) française Corail (Codéveloppement Rhône Alpes International), en partenariat avec le ministère ivoirien de l'Hydraulique, pilote un projet de construction de trois stations à télémétrie dans la région du Bélier. La région Auvergne-Rhône-Alpes (France), à l'initiative du projet, finance les travaux à hauteur de 410435 euros. La construction des stations à télémétrie a été confiée à quatre entreprises, soit deux de la région d'Auvergne-Rhône-Alpes (Semeru et Paratronic) et les entreprises de construction ivoiriennes Ciber et Siemi.

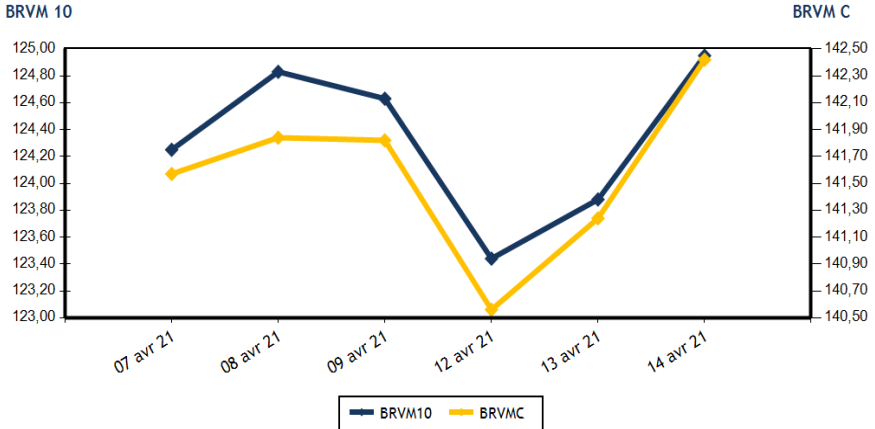
Prévenir les inondations et la sécheresse Les futures stations à télémétrie permettront de contrôler le débit et le niveau des cours d'eau dans la région du Bélier, située au centre de la Côte d'Ivoire. Les installations seront équipées de sondes radar, d'échelles limnométriques, de pluviomètres, d'intégrateurs, de panneaux solaires, de centre de supervision et d'appareils de jaugeage de type ADCP. Les stations seront également équipées d'un poste central de supervision dans les locaux de la Direction générale de l'hydraulique (DGH) ainsi qu'un terminal d'exploitation dans les locaux du Conseil régional du Bélier (CRB). Tous ces équipements devraient permettre la gestion durable et inté-

grée des ressources en eau de la région Bélier, dans un contexte marqué par le changement climatique. Le phénomène est à l'origine de la sécheresse et des inondations en Côte d'Ivoire. En 2018, les fortes pluies ont causé la mort de 20 personnes dans le pays, ainsi que la perte de 27 millions d'euros. En 2020, les pluies diluviennes n'ont pas épargné la Côte d'Ivoire. Le bilan au plan national à la date du 21 juin 2020 faisait état de 721 ménages sinistrés, soit 3605 personnes affectées, 9 blessés et 19 décès, selon le gouvernement ivoirien. L'initiative de la région Rhône-Alpes en Côte d'Ivoire vise à prévenir des situations similaires.

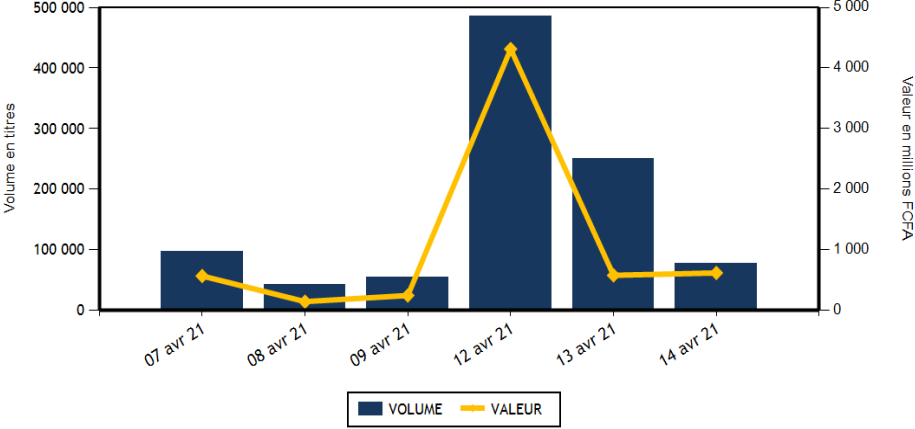
Avec afrik21

BRVM 10	124,95	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE N° 72 mercredi 14 avril 2021 Site : www.brvm.org	BRVM Composite	142,42
Variation Jour	 0,86 %		Variation Jour	 0,84 %
Variation annuelle	 -4,53 %		Variation annuelle	 -2,03 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	4 286 111 399 541	0,83 %
Volume échangé (Actions & Droits)	75 631	-69,73 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	597 112 635	3,89 %
Nombre de titres transigés	39	8,33 %
Nombre de titres en hausse	20	5,26 %
Nombre de titres en baisse	8	33,33 %
Nombre de titres inchangés	11	0,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SAPH CI (SPHC)	2 150	7,50 %	53,57 %
BANK OF AFRICA CI (BOAC)	3 975	7,43 %	8,16 %
NESTLE CI (NTLC)	590	7,27 %	84,38 %
SMB CI (SMBC)	4 060	6,84 %	31,82 %
SETAO CI (STAC)	320	6,67 %	14,29 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	40,17	1,23 %	10,81 %	1 922	1 658 255	82,35
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	412,42	1,47 %	0,48 %	43 586	502 513 760	8,33
BRVM - FINANCES	15	55,87	-0,25 %	-6,87 %	15 217	62 544 890	8,81
BRVM - TRANSPORT	2	342,90	3,61 %	-9,45 %	1 810	2 534 000	6,03
BRVM - AGRICULTURE	5	117,78	4,55 %	36,10 %	10 126	25 852 220	8,43
BRVM - DISTRIBUTION	7	207,67	0,79 %	-8,29 %	2 969	2 009 190	12,55
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	394,84	6,67 %	14,28 %	1	320	4,97
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	11,64	
Taux de rendement moyen du marché	7,77	
Taux de rentabilité moyen du marché	14,48	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	86	
Volume moyen annuel par séance	160 511,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 010 309 063,58	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	6 322 177 750 697	0,11 %
Volume échangé	1 920	1 500,00 %
Valeur transigée (FCFA)	19 291 634	1 524,44 %
Nombre de titres transigés	7	16,67 %
Nombre de titres en hausse	3	
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	4	33,33 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NEI-CEDA CI (NEIC)	150	-6,25 %	-34,78 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	3 810	-4,63 %	1,60 %
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE (SIBC)	2 800	-3,28 %	3,70 %
SODE CI (SDCC)	3 300	-2,80 %	10,37 %
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	3 655	-2,53 %	-39,08 %

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	0,23	
Ratio moyen de satisfaction	25,70	
Ratio moyen de tendance	11 176,47	
Ratio moyen de couverture	0,89	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	2,69	
Nombre de SGI participantes	25	

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18,Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
Tél : +225 20 32 66 85 / 86. Fax : +225 20 32 66 84. Mail : brvm@brvm.org. Site Web : www.brvm.org

Finance

Décès du célèbre escroc Bernard Madoff

Le financier, à l'origine d'un gigantesque système d'escroquerie ayant fait des milliers de victimes, avait été condamné à 150 ans de prison en 2009.



C'était l'un des plus célèbres escrocs du XXIe siècle. Bernard Madoff, le financier coupable d'avoir orchestré la plus grande chaîne de Ponzi de l'histoire, est décédé dans un centre pénitencier de Caroline du Nord, a annoncé ce mercredi l'agence de presse Associated Press. L'année dernière, ses avocats avaient tenté en vain d'obtenir la libération de l'homme de 82 ans, affirmant qu'il souffrait de maux chroniques et qu'il

ne lui restait plus que 18 mois à vivre. Entrepreneur autodidacte et président d'une des principales sociétés de Wall Street, il avait dans les années 2000 instigué un gigantesque montage financier frauduleux - connu sous le nom de pyramide de Ponzi - portant sur plusieurs dizaines de milliards de dollars.

Des milliers de victimes

Bernard Madoff, né dans une famille modeste à New York,

en 1938, n'avait jamais placé un seul centime des sommes confiées par ses clients, piochant dans les fonds de nouveaux investisseurs pour rétribuer ou rembourser les plus anciens. Parmi ses milliers de victimes, on compte notamment le célèbre réalisateur Steven Spielberg, l'acteur Kevin Becon, ou encore l'écrivain nobélisé Elie Wiesel, rappelle la chaîne américaine CNBC. Longtemps vedette de Wall Street, son château de cartes s'est écroulé en décembre 2008 lorsqu'un nombre croissant d'investisseurs, affolés par la crise financière, avaient demandé à récupérer leur dû. Bernie Madoff a été condamné en 2009 à 150 ans de prison, après avoir plaidé coupable de 11 chefs d'inculpation, notamment pour fraude et blanchiment d'argent.

Avec Le Parisien

France

Un vaste réseau de contrebande de cigarettes démantelé

Le volume de ces cigarettes vendues en France est estimé à plus de 25,5 tonnes pour une valeur sur le marché intérieur de plus de 8,5 millions d'euros.



Un vaste réseau de contrebande de cigarettes a été démantelé en France et 12 personnes ont été interpellées après des mois d'enquête sous l'autorité de la JIRS (Juridiction interrégionale spécialisée) de Bordeaux, selon un communiqué de la gendarmerie nationale. Lors de l'enquête menée en région parisienne, Brive, Angers, Nancy et Lyon, le volume «de cigarettes de contrebande et de contrefaçon vendues en France par les membres de ce réseau est estimé à plus de 25,5 tonnes pour une valeur sur le marché intérieur de plus de 8,5 millions d'euros». Une opération déclenchée le 6 avril a permis «le démantèlement de cette bande organisée et la saisie de 1780 cartouches de cigarettes de contrebande,

de 34'616 euros et de deux véhicules d'une valeur de 94'000 euros», indique le communiqué. Par ailleurs, «plus de 15'000 autres cartouches contrefaisant la marque Marlboro d'une valeur sur le marché intérieur de plus de 1,5 million d'euros et de plus de 1,3 million de droits et taxes éludés ont été saisies dans un entrepôt en région parisienne». Six personnes ont été mises en examen des chefs notamment d'association de malfaiteurs, importation et détention en contrebande et en bande organisée de produits du tabac manufacturé. Cinq ont fait l'objet de mandats de dépôt et une autre a été placée sous contrôle judiciaire, selon la même source. L'affaire a débuté à la suite de la saisie de colis de cigarettes réalisée par la Direction régionale des

douanes de Poitiers : au total 2,5 tonnes de colis avaient été livrées entre décembre 2018 et août 2019 à destination de membres de la communauté arménienne en lien avec des membres de la communauté ukrainienne. Le 27 avril 2020, une information judiciaire avait été ouverte à la JIRS de Bordeaux qui avait confié les investigations aux services d'enquêtes judiciaires des finances, en lien avec les services de gendarmerie de Limoges et de Corrèze. Dans une autre affaire, la gendarmerie des Pays de Loire a annoncé lundi quatre mises en examen après le démantèlement d'un réseau de trafiquants suspectés d'avoir importé 75 tonnes de cigarettes en contrebande qu'ils répartissaient à des «grossistes locaux».

(AFPE)

Aviation

Nouveaux déboires pour le Boeing 737 MAX

Boeing demande à ses clients de ne plus faire voler certains appareils, cinq mois après le retour en vol de l'avion après deux accidents mortels.



Les déboires continuent pour le 737 MAX: cinq mois après le retour en vol de l'avion après deux accidents mortels, Boeing a demandé à une partie de ses clients de ne plus faire voler certains appareils, le temps de régler un «problème électrique potentiel». L'avionneur américain a annoncé vendredi avoir demandé à 16 compagnies exploitant des 737 MAX, non nommées, de ne plus les faire voler, le temps de le résoudre. «La recommandation est faite pour permettre la vérification de l'existence d'une prise de terre suffisante pour un composant du système d'alimentation électrique», explique l'avionneur américain, dans un communiqué. Dans un circuit, la terre permet d'éviter une éventuelle surcharge électrique lorsque l'appareil est mal isolé. Le nombre d'appareils concer-

nés, tout comme l'identité des clients, n'ont pas été précisés. Quelque 450 Boeing 737 MAX ont été livrés à 49 compagnies et loueurs depuis l'entrée en service de ce modèle. Plus de 400 autres appareils sont actuellement sur les parkings de Boeing, n'ayant pu être livrés pendant que l'avion était cloué au sol. L'avionneur n'aura fini de les écouler auprès de ses clients qu'en 2022. Boeing indique qu'il prévient ses clients des avions précisément concernés. «Nous leur fournirons des instructions sur les mesures correctives appropriées», ajoute-t-il, sans évoquer de délai. Des Boeing 737 MAX sur le parking des employés (juin 2019)

Toujours interdit de vol en Chine

Il dit également travailler «en étroite collaboration» avec le gendarme américain de l'aviation, la FAA, sur

le problème. Le 737 MAX, nouvelle version du moyen-courrier mythique sorti en 1967, a plongé l'avionneur dans l'une des plus graves crises de son histoire, entachant sa réputation de qualité et lui coûtant des milliards de dollars. L'avion avait été interdit de vol en mars 2019, après deux accidents qui avaient fait 346 morts, celui d'un appareil de Lion Air en Indonésie en octobre 2018 (189 morts) et celui d'un aéronef d'Ethiopian Airlines en mars 2019 en Ethiopie (157 morts). Les accidents ont mis en lumière un défaut du logiciel de commandes de vol MCAS. A chaque fois, c'est après avoir reçu des informations erronées d'une des deux sondes d'incidence AOA, indiquant que l'avion était en décrochage, que le MCAS s'était emballé malgré les efforts des pilotes pour le désactiver, et avait mis l'avion en piqué. L'appareil a été autorisé à voler à nouveau en novembre aux Etats-Unis, puis dans la plupart des régions du monde, après des modifications sur ce logiciel, le repositionnement de certains câbles et une nouvelle formation des pilotes. Il est toutefois toujours cloué au sol en Chine, où 81 737 MAX ont été livrés.

(AFP)

Médias

Le tabloïd allemand «Bild» lance sa chaîne de télévision

Le quotidien le plus lu d'Allemagne se déclinera dans l'audiovisuel d'ici à septembre, a annoncé lundi son propriétaire, le groupe Axel Springer.

Le tabloïd allemand «Bild», journal le plus lu d'Allemagne, va lancer sa propre chaîne de télévision, dans le cadre d'une offensive pour s'imposer dans le lucratif domaine de la vidéo en direct, a annoncé lundi son propriétaire Axel Springer – dont l'antenne suisse possède notamment le magazine «L'illustré» et le quotidien «Blick». «Bild veut lancer sa propre chaîne», affirme dans un communiqué le groupe qui compte lancer ce projet avant les «élections législatives» du 26 septembre, qui désigneront le successeur d'Angela Merkel à la tête de l'Allemagne. La nouvelle chaîne devrait être notamment disponible sur le câble, le satellite et via Internet. Particulièrement porté sur les faits divers et les unes chocs, «Bild» est le quotidien le plus lu en Allemagne,



pays de 83 millions d'habitants. Il revendique près de 1,7 million de tirages papier par jour, un chiffre qui a toutefois fortement baissé ces dernières années. Pour faire face à l'érosion de ses revenus et de son audience sur le papier, le groupe a largement investi dans le numérique et le multimédia. La vidéo en direct est l'un de ses principaux viviers de croissance: «Bild» propose déjà un service de «live stream» sur son site Internet, plusieurs heures par jour.

Même ligne éditoriale que le quotidien

La future chaîne devrait proposer des contenus en direct

«six heures par jour», qui seront complétés par des «documentaires, reportages et autres formats». Sa ligne éditoriale sera la même que ce qui a fait le succès du journal papier: «Politique, sport, people et faits divers», précise le groupe. Son lancement est subordonné à l'accord des autorités de régulation audiovisuelle allemandes, a affirmé Axel Springer, qui détient déjà une chaîne de télévision d'information en continu, «Welt». Le «Bild» a récemment fait l'objet d'une polémique en Allemagne, son rédacteur en chef Julian Reichelt ayant été visé par plusieurs plaintes de femmes en interne pour harcèlement moral et abus d'autorité, ce qu'il nie. Après avoir été suspendu début mars, il a réintégré ses fonctions deux semaines plus tard, mais exerce depuis en tandem avec une autre journaliste de la rédaction, Alexandra Würzbach.

(AFP)

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Planification du développement durable	18 janvier et 28 février 2021	En ligne	https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements
Assises africaines de l'intelligence économique 1er au 3 septembre 2021	Février 2021	Congo	communication@assises-africaines-ie.org
Conférence internationale sur l'économie, la finance et les affaires	17 au 18 février 2021	France	https://rsepconferences.com/active-conference-subitems/submit-here/
Septième session du forum régional africain sur le développement durable	1 au 4 mars 2021	Brazzaville, Congo	https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements
Salon International du Plastique	2 au 5 Mars 2021	Tunisie	http://www.plasticexpo.com.tn/
salon international de l'industrie et de l'industrie du futur	16 au 19 mars 2021	Lyon, France	Global-industrie.com
Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique	17 au 23 mars 2021	Addis-Abeba	Papersmart.uneca.org
INTERMAT	19 au 24 avril 2021	Paris, France	www.intermatconstruction.com
Sommet de l'innovation organique et des startups émergentes Afrique-Europe	7 et 8 avril 2021	Marseille, France	emergingvalley.com
Rendez-vous international en ligne de l'écosystème start-up Tech	20 au 22 avril 2021		collisionconf.com
salon international du Food service	29 mai au 2 juin 2021	France	sirha.com
4e Conférence mondiale sur le tech	Du 23 au 26 août 2021	Accra, Ghana	www.worldteakconference2020.com infowtc2020@gmail.com

HOROSCOPE finance

Bélier Mercure quittera votre Ciel, n'ayant plus d'impact direct sur vos finances. Cela ne veut pas dire que vous allez entrer dans une période de vaches maigres, car vous aurez encore le soutien d'Uranus. Mais, privé de l'appui de Mercure, vous ne bénéficierez plus de la chance exceptionnelle qui vous avait soutenu dernièrement, et vous trouverez sans doute alors moins de bonnes occasions.

Taureau Des litiges à propos de finances pourront provoquer quelques complications. Ne réagissez pas de façon exagérée, au point de vous en rendre malade. Prenez les décisions qui s'imposent, après mûre réflexion, et sachez rester objectif en face des événements. Tout rentrera bientôt dans l'ordre.

Gémeaux Sur le plan matériel, les soucis risquent de s'accumuler au cours de la journée. Vous n'aurez guère le sens des réalités, si bien que vous serez tenté de consacrer de trop grosses sommes d'argent à vos loisirs. Veillez à préserver un bon équilibre en toutes choses.

Cancer Votre secteur argent sera vide d'influences planétaires. Mais cela ne veut pas dire que vous n'aurez pas l'occasion de faire de bonnes affaires. Vous allez bénéficier d'un courant de chance financière grâce au soutien de Neptune. Un conseil : jouez, réclamez les vieilles créances, etc. Ainsi, vous aurez des chances d'avoir une bonne surprise.

Lion L'argent filera entre vos doigts à une vitesse vertigineuse. Même si vous dépensez beaucoup pour améliorer le confort de votre famille, votre conjoint vous reprochera d'être aussi peu économe.

Vierge La protection de Pluton va s'étendre à votre budget et à tous vos problèmes d'ordre financier. Vous aurez l'occasion de faire des placements avantageux. Avant de vous engager, renseignez-vous juste dans les moindres détails et prenez conseil auprès de spécialistes compétents.

Balance Attention aux arnaques ! Vous aurez probablement besoin d'un dépanneur à domicile. Exigez toujours un devis avant l'exécution des travaux. Faites appel au besoin à deux ou trois entreprises différentes et comparez les prix.

Scorpion L'appel de l'argent facile résonnera à vos oreilles comme un chant de sirène. Vous serez tenté de vendre vos meubles, pour ainsi dire, ou de faire l'impasse sur votre petit déjeuner pour acheter des billets du Loto ou du Tac-o-Tac. Ressaisissez-vous, ne courez pas après un leurre ! Il est bien vrai que quelqu'un doit gagner gros dans un de ces jeux, mais ce ne sera pas vous ! Toutefois, vous pourrez jouer avec une petite mise ; consultez alors votre nombre de chance.

Sagittaire Attention, vous serez saisi d'une terrible fringale de dépenses ! Vous voudrez tout : changer de look, transformer de fond en comble votre intérieur, renouveler complètement votre garde-robe, acquérir une nouvelle voiture, partir en voyage aux antipodes... Et la liste n'est nullement limitative ! Si c'est pour vous remonter le moral, alors achetez ce que vous voudrez, mais rien à crédit, sinon vous allez avoir des ennuis.

Capricorne Vous pourrez adopter une politique d'expansion sur le plan matériel. Le Soleil, bien aspecté, vous favorisera. Des transactions financières de grande envergure seront à envisager avec profit.

Verseau En affaires, vous pourrez connaître des succès inattendus, car vos efforts aboutiront enfin à des résultats favorables, bien que tout à fait différents de ce que vous avez prévu.

Poissons Mercure veillera à ce qu'un prêt vous soit accordé pour vous tirer d'un mauvais pas, et vous vous en félicitez. Vous aviez vraiment besoin de cette somme ! Rappelez-vous toutefois qu' "argent emprunté s'en va en riant et revient en pleurant" (proverbe turc). Désormais, essayez de faire des économies afin de pouvoir faire face à des imprévus en toute sérénité. La sagesse veut qu'on garde toujours une poire pour la soif.

L'économiste du Togo

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web : www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adresse : AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
Tél : 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANGLLO
00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAHPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madje Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Giséle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage : 5000

FAISONS BLOC CONTRE LA COVID-19

#TogoSafe #FaisonsBLOC

- ✓ Vous avez **50 ans et plus** ?
- ✓ Vous avez **moins de 50 ans** et souffrez d'une **maladie chronique**, et résidez dans le Grand Lomé ?

Inscrivez-vous dès maintenant à la vaccination contre la COVID-19

 vaccin.covid19.gouv.tg



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

Coordination Nationale de
Gestion de la Riposte contre la
COVID-19



**CORONAVIRUS
AU TOGO**



@Covid19TG

Droit des Affaires

4ème édition du concours PME-OHADA

L'organisation pour l'Harmonisation en Afrique du droit des Affaires (OHADA), lance pour le compte de l'année 2021, la 4ème édition du prix du meilleur écrit OHADA (PME-OHADA). Ce concours, initié depuis 2018, a pour objectif d'inciter les chercheurs à participer à la pensée et à la systématisation du droit des affaires de l'OHADA. Les candidats à ce concours auront donc le choix de porter leurs réflexions sur trois thématiques notamment, le droit OHADA, investissements et RSE (Responsabilité Sociale des Entreprises) ; l'OHADA et la ZLECAF (Zone de Libre Echange Continentale Africaine) : la protection des intérêts catégoriels dans les opérations de restructuration en droit OHADA.



● Emanuel AKAKPO

L'organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires veut à nouveau inciter les chercheurs à participer à la pensée et à la systématisation du droit des affaires. Pour la 4ème fois consécutive, l'organisation a lancé le concours « prix du meilleur écrit OHADA (PME-OHADA) ». Le concours qui concerne trois thématiques notamment, le droit OHADA, investissements et RSE ; l'OHADA et la ZLECAF : la protection des intérêts catégoriels dans les opérations de restructuration en droit OHADA, a pour ambition selon les organisateurs « d'inciter les chercheurs à participer à la pensée et à la systématisation du droit des affaires de l'OHADA, constamment à l'épreuve d'enjeux nouveaux. Il vise aussi à mettre en valeur des travaux scientifiques de qualité ». À cet effet, les participants à ce concours sont invi-

tés à réfléchir sur l'une des thématiques « à réfléchir sur l'une des thématiques pour le compte de cette édition, sur l'une des décisions de justice en vue de contribuer à la systématisation continue du droit OHADA ». Il faut noter que pour le compte de l'année 2020, ce concours le Bénin avait vu deux de ses citoyens décrocher ce prix. Pour cette année, les lauréats des deux catégories de cette édition, « bénéficieront de prix spéciaux, à répartir en numéraires supérieurs à un million de franc CFA, ainsi que d'autres lots individuels offerts par les différents partenaires ». L'organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires, est une organisation intergouvernementale d'intégration juridique. Elle a été instituée par un traité en date du 17 octobre 1993 signé à Port Louis (capitale de l'Île Maurice). À ce jour 17 pays sont regroupés dans cette organisation qui vise à combattre la chute des investissements en Afrique

en proposant un cadre juridique commun dans le domaine économique et du droit des affaires. Créée dans un contexte de crise économique, l'OHADA, s'active aujourd'hui et s'emploie à élaborer pour ses membres un droit des affaires simple moderne, harmonisé, et adapté afin de faciliter l'activité des entreprises. Aussi, elle entend garantir que ce droit soit appliqué avec diligence dans les conditions propres à garantir la sécurité juridique des activités économiques. L'organisation a élaboré et mis en vigueur 10 actes uniformes qui couvrent divers domaines de la vie économique, notamment le droit commercial général, le droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique, et bien d'autres. Ces actes uniformes contiennent des règles de droit matériel qui une fois adoptées s'appliquent à l'identique dans l'ensemble des Etats membres.

Lutte contre la pollution des océans

Le Togo parmi les 20 pays africains pionniers

La FAO et l'Organisation maritime internationale (OMI) se sont associées vendredi pour lutter contre les déchets rejetés dans le milieu marin, afin de dépolluer les océans. Ce projet dénommé "GloLitter" est financé par la Norvège par l'intermédiaire de son agence de coopération Norad.

L'objectif consiste à aider les pays en développement à trouver des moyens de prévenir et de réduire les déchets marins, notamment les déchets plastiques mais aussi les engins de pêche perdus ou rejetés, dans les secteurs du transport maritime et de la pêche, souligne le communiqué. Le projet permettra de faire le point sur la disponibilité et l'adéquation des installations de réception portuaires, de sensibiliser les secteurs du transport maritime et de la pêche, notamment les gens de mer et les pêcheurs, et d'encourager le marquage des engins de pêche afin de pouvoir retrouver leur propriétaire en cas de rejet ou de perte en mer. Il mettra à la disposition des pays partenaires des outils, tels que des documents d'orientation, du matériel de formation et des stratégies, afin de les aider



à appliquer les réglementations en vigueur et de communiquer entre eux. « Les déchets rejetés dans le milieu marin sont un fléau pour les océans et pour la planète. Je me réjouis que plus de 30 pays participent à cette initiative et collaborent avec l'OMI et la FAO pour faire face à ce problème », a déclaré le chef du Département des partenariats et projets de l'OMI, Jose Matheickal. La Côte d'Ivoire et le Nigeria, ainsi que le Kenya et Mada-

gascar pour ne citer que les pays africains parmi les dix pays partenaires principaux au projet joueront un rôle de premier plan au sein de leurs régions en vue de promouvoir des actions nationales à l'appui du Plan d'action de l'OMI. Parmi les 20 autres pays partenaires se trouvent le Sénégal, la Gambie et le Togo ainsi que le Cap-Vert, le Mozambique, le Soudan et la Tanzanie s'agissant de l'Afrique.

Avec vert-togo.com

Suède

Zlatan Ibrahimovic risque 3 ans de suspension !

Sur le point de prolonger d'un an à l'AC Milan, Zlatan Ibrahimovic est désormais empêtré dans une affaire de paris en ligne. Copropriétaire d'une société de paris, il pourrait être sanctionné trois ans par la FIFA pour atteinte au code de l'éthique.

Décidément cela ne va pas fort pour Zlatan Ibrahimovic actuellement. L'attaquant suédois de 39 ans traverse une période de doute avec 1 seul but sur ses 6 derniers matches de Serie A avec l'AC Milan. Victime d'une expulsion assez étrange contre Parme (victoire 3-1) lors du dernier match de championnat de son équipe, il ne jouera pas ce week-end face au Genoa. Mais ce n'est pas le plus grave, car le natif de Malmö fait face à une menace bien plus grande et qui pourrait remettre en cause la suite de sa

carrière. Comme l'explique le média suédois Aftonbladet, le buteur qui compte 118 capes et 62 buts avec la Suède, serait copropriétaire de la société de paris sportifs, Bethard.com. Une plateforme en ligne dont le siège est situé à San Giljan sur l'île de Malte et pour laquelle le joueur est ambassadeur. Il a d'ailleurs fait quelques vidéos pour ce site de paris sportifs. Un retour en sélection qui pourrait coûter cher. Une position fâcheuse puisqu'en temps que footballeur professionnel il y a

un risque de conflit d'intérêts. Dans le cas présent, la société du joueur Unknown AB détiendrait 10% des actions de la société qui possède Bethard.com. Si ce site ne permet pas de parier sur la Serie A, il permet de parier sur les matches internationaux et c'est là que le bas blesse. De retour en sélection après 5 ans d'absence, Zlatan Ibrahimovic a joué contre la Géorgie (1-0) et le Kosovo (1-0). Deux rencontres pour lesquels on pouvait parier sur son site de paris en ligne.

Avec footmercato.net

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

★★★★★

White Lady

GAMME ECLAIRCISSANTE

Result visible from the first week
Resultat visible dès la première semaine

Action rapide You try, you are bright!
Tu essaies, tu es clair! *Fast action*

Ultra-Lightening body lotion
Ultra-Lightening Serum
Ultra-Lightening Body Cream
Ultra-Lightening Body Soap
Ultra-Lightening Face Cream

White Lady
Gel douche ultra-éclaircissant
Lait ultra-éclaircissant
Crème visage éclaircissant
Savon ultra-éclaircissant

FAST ACTION AND SURE
ACTION RAPIDE ET SURE

7 days
7 jours

CMJN

MARBRE - PIERRE - GRANITE

La morale de notre travail est la force
d'unir notre professionnalisme pour
satisfaire nos clients.

Travail professionnel de qualité



LA MAIN DU MARBRE

WWW.LAMAINDUMARBRE.COM

contact@laimaindumarbre.com

+228 918 943 13/921 408 56